

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



COMMISSION POLITIQUE
SPÉCIALE, 23^e
SÉANCE

Samedi 15 décembre 1951, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Page

Établissement d'une Commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne, une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14, A/AC.53/L.15, A/AC.53/L.16, A/AC.53/L.17, A/AC.53/L.18) [suite].....	111
---	-----

Président : M. Sélim SARPER (Turquie).

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne, une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14, A/AC.53/L.15, A/AC.53/L.16, A/AC.53/L.17, A/AC.53/L.18) [suite]

[Point 65*]

1. M. BELLEGARDE (Haïti) fait observer qu'à la 22^e séance de la Commission spéciale, plusieurs représentants, dont ceux du Brésil, de la Colombie et de Cuba, ont exprimé, sous une forme courtoise et en toute indépendance, leur opinion en ce qui concerne la question allemande. Ils n'ont pas pris une attitude hostile à l'égard des membres de la Commission qui ne partagent pas leurs vues. On ne peut en dire autant de tous les représentants, et le ton de certains discours était particulièrement agressif et violent. Les représentants dont il s'agit s'opposent à tous les projets de résolution qui ont pour but de sauvegarder la paix et donnent leur appui aux adversaires des Nations Unies. C'est à cause des armes fournies par leurs gouvernements que les défenseurs des Nations Unies meurent aujourd'hui sur les champs de bataille de Corée.

2. M. Bellegarde regrette l'attitude qu'a prise le représentant de la Pologne à la séance précédente, en raison des liens historiques qui existent entre son pays et la Pologne, et en raison aussi de sa sympathie personnelle pour un peuple qui, en dépit de la domination étrangère, a conservé un sens national vigoureux. C'est grâce à l'aide des Puissances alliées — la France, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique — que la Pologne a ressuscité en tant que pays libre après la première guerre mondiale et a pris sa

place parmi les États libres à la Société des Nations. Comme tant d'autres, M. Bellegarde espère que le peuple polonais rejettera une fois de plus le joug de l'étranger pour recouvrer son entière indépendance. Mais, pour l'instant, les méthodes de russification qui rappellent le régime tsariste semblent avoir réussi, et les Polonais ne parlent plus le langage de la Pologne, mais celui d'un État étranger.

3. Les Nations Unies désirent aider à réaliser l'unification de l'Allemagne, mais par là elles n'entendent pas l'unification sous un seul parti politique, comme l'envisagent les représentants de l'Europe orientale. Les représentants de l'Allemagne de l'Ouest ont dit à la Commission (18^e séance) que les principes démocratiques étaient respectés dans leur zone, et ils ont dépeint la situation en Allemagne de l'Est comme celle qui existe dans les autres pays de l'Europe orientale. La Commission peut réserver son opinion sur l'exactitude de ces dires, mais, comme l'ont fait observer d'autres orateurs, les preuves abondent d'épurations et de persécutions dans l'Allemagne de l'Est. Il reste que l'on se trouve en présence de deux versions divergentes, et que l'Organisation des Nations Unies doit chercher à déterminer laquelle des deux est conforme à la vérité. Pourquoi l'empêcher de procéder à une enquête en vue d'établir si les conditions qui existent dans les deux parties de l'Allemagne sont de nature à y permettre l'organisation d'élections réellement libres? Les représentants de la République démocratique allemande ont affirmé (20^e séance) que c'est faire injure à la fierté du peuple allemand que d'instituer une commission d'enquête. Mais l'occupation de l'Allemagne par des Puissances étrangères ne constitue-t-elle pas une insulte bien plus grave? Le représentant de la Pologne a déclaré que le projet de résolution soumis conjointement par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (A/AC.53/L.11/Rev.1) a pour but de ressusciter en Allemagne le régime hitlérien. Cette déclaration est d'autant plus choquante que nul n'ignore que le seul pays à avoir conclu une alliance avec l'Allemagne est l'URSS. L'accord germano-russe de 1939 a été l'une des causes de la deuxième guerre mondiale, et, sans l'intervention de la France et du Royaume-Uni, la Pologne aurait été soumise au partage par les deux signataires de cet accord.

*Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. La scission de l'Allemagne constitue un danger grave ; sans nul doute, les habitants de l'Allemagne, actuellement divisés en deux camps, devraient faire la paix entre eux et s'efforcer d'établir des relations amicales avec les autres pays. Mais, tant que les Allemands ne seront pas en mesure de décider librement de l'instauration d'une Allemagne unifiée, pacifique et démocratique, l'Allemagne ne cessera de vivre dans un état voisin de la guerre civile. Si les Puissances occupantes retiraient leurs forces, comme l'ont suggéré les représentants de la République démocratique allemande, l'Allemagne subirait le sort de la Corée ; les armées secrètes, formées et entraînées dans la zone orientale, appuyées par des volontaires venus de l'Europe orientale, pourraient alors attaquer l'Allemagne de l'Ouest.

5. Ce que veut l'Organisation des Nations Unies, c'est que l'Allemagne, au lieu d'avoir deux gouvernements provisoires, ait un seul gouvernement librement élu par le peuple. On ne saurait donc que s'étonner de l'opposition rencontrée par une proposition qui cherche à atteindre cet objectif.

6. M. ASTAPENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) rappelle que sa délégation, comme la délégation de l'URSS et certaines autres, a voté contre l'inscription à l'ordre du jour de la question en discussion. Plusieurs représentants ont essayé de prouver que le projet de résolution des trois Puissances, qui demande la création d'une commission internationale impartiale, n'est pas en contradiction directe avec les dispositions de l'Article 107 de la Charte. Les représentants de l'URSS et de la Pologne ont, dans leurs brillantes interventions, montré toute l'inanité de cette thèse. Ils ont en outre fait clairement entendre que la question allemande peut et doit être réglée conformément aux accords conclus à Yalta et à Potsdam et aux décisions prises par le Conseil de contrôle des quatre Puissances alliées en Allemagne.

7. La proposition des trois Puissances dont la Commission est saisie, n'est que la dernière en date de maintes violations des accords conclus au sujet de la question allemande. Depuis 1946, la politique des États-Unis de la France et du Royaume-Uni a visé à scinder l'Allemagne en deux. C'est ainsi que l'unification des trois zones occidentales a été effectuée en dépit du fait que le Conseil de contrôle représentait l'autorité suprême en Allemagne. C'est par ce moyen que les États-Unis ont pu faire adhérer l'Allemagne occidentale au plan Marshall, créer un État distinct doté d'un statut d'occupation particulier et l'englober dans le plan Schuman, dont le but est la remilitarisation de l'Allemagne. Les entretiens que les représentants des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont eus récemment, à Paris et à Rome, avec M. Adenauer, Chancelier fédéral, visent à faire de l'Allemagne occidentale un foyer d'agression contre l'URSS et les démocraties populaires.

8. A l'opposé de l'attitude agressive du bloc anglo-américain, l'Union soviétique, respectueuse de ses engagements internationaux, s'est constamment efforcée d'édifier une Allemagne unifiée et pacifique. Les tentatives qu'elle a faites lors des différentes réunions des Ministres des affaires étrangères, depuis 1946, témoignent qu'elle se préoccupe sincèrement des aspirations légitimes du peuple allemand, avide d'unité, et qu'elle cherche à jeter les fondements d'une paix équitable avec une Allemagne démocratique. Le représentant des États-Unis et d'autres membres de la Commission ont essayé de donner de ces faits avérés une image fautive.

9. En Allemagne même, l'action entreprise en faveur de l'unification ne fait que s'accroître, et l'idée de la conclusion rapide d'un traité de paix avec les quatre Puissances rencontre un appui de plus en plus énergique. En adressant au Gouvernement de Bonn son appel en vue de la réunion

d'une conférence consultative des représentants de l'Allemagne orientale et de l'Allemagne occidentale, qui aurait été chargée d'étudier le problème d'élections libres à travers toute l'Allemagne, la République démocratique allemande n'avait posé aucune condition préalable. Lorsque le Gouvernement de Bonn répliqua en soumettant quatorze points dont l'acceptation devait être la condition préalable à la réunion d'une telle conférence, le Gouvernement de l'Allemagne orientale s'est déclaré prêt à accepter la plupart de ces points et à en faire état pour élaborer une série de propositions au cours d'une conférence qui réunirait des représentants de l'ensemble du pays. Mais le Gouvernement de Bonn a repoussé cette proposition formulée dans un esprit de conciliation, et a insisté sur son offre initiale. Il a cédé à la pression de ses maîtres anglo-américains, dont le but est de restaurer la puissance militaire allemande dans une Allemagne divisée.

10. Dans leurs déclarations devant la Commission, les représentants de l'Allemagne occidentale ont essayé de dissimuler leur véritable objectif en calomniant la République démocratique allemande et les efforts qu'elle poursuit pour restaurer l'unité allemande. Leur objectif réel a été révélé par la presse occidentale, qui a ouvertement reconnu que la restauration d'un gouvernement allemand unique et central contrecarrerait les plans des Puissances occidentales, qui veulent réarmer l'Allemagne et la faire entrer dans le Traité de l'Atlantique Nord pour y participer à la préparation, non de la paix, mais de la guerre. La proposition des trois Puissances tendant à la création d'une commission des Nations Unies constitue un nouvel obstacle à des négociations entre les représentants de l'Allemagne entière.

11. De leur côté, les représentants de l'Allemagne orientale ont souligné les progrès que leur gouvernement a réalisés dans la voie de la démocratie et ont insisté sur leur désir sincère d'établir un État allemand unifié, pacifique et démocratique. Les propositions qu'ils ont présentées ont recueilli l'appui chaleureux de tous les Allemands honnêtes, sans distinction d'opinion politique ou religieuse.

12. Le fait que l'URSS a préconisé à mainte reprise l'organisation d'élections libres dans l'ensemble de l'Allemagne, la conclusion rapide d'un traité de paix et le retrait, dans les délais les plus brefs, des forces d'occupation, prouve manifestement qu'elle désire mettre tout en œuvre pour que l'Allemagne ne puisse plus menacer de nouveau la paix du monde. La RSS de Biélorussie qui, par deux fois dans une génération, a subi l'assaut des armées allemandes, donne tout son appui aux propositions de l'URSS. Établir une commission d'enquête des Nations Unies, que l'on imposerait au peuple allemand en violation des engagements pris par les quatre Puissances, serait faire injure aux Allemands. S'il est nécessaire, avant de procéder à des élections, de déterminer quelles sont les conditions qui existent en Allemagne, c'est là une enquête que devraient faire les Allemands eux-mêmes, par l'intermédiaire des représentants des deux zones, sous le contrôle des quatre Puissances.

13. M. GUNDERSEN (Norvège) présente un amendement (A/AC.53/L.17) au projet de résolution des trois Puissances, amendement que sa délégation a rédigé conjointement avec les délégations du Canada, du Danemark, de l'Islande et des Pays-Bas, et qui vise à donner à la commission d'enquête proposée un mandat plus large que celui qui se trouve défini dans le projet des trois Puissances. La Norvège estime que les pouvoirs supplémentaires qui seraient ainsi conférés à la commission permettraient à celle-ci d'entreprendre un effort soutenu pour atteindre l'objectif envisagé, c'est-à-dire pour hâter l'organisation, dans des conditions appropriées, d'élections libres dans toute l'Allemagne.

L'amendement permettrait à la commission d'enquête de combler certaines lacunes qu'on peut relever dans son programme de travail et lui permettrait de faire face immédiatement à toute évolution éventuelle de la situation. En l'adoptant, on laisserait la porte ouverte à tout changement qui pourrait modifier l'attitude actuelle des autorités de l'Allemagne orientale, et la commission serait ainsi en mesure de poursuivre son enquête sur les conditions existant en Allemagne orientale, dès qu'une occasion favorable se présenterait. Lorsque, enfin, elle aurait acquis la certitude qu'il existe partout en Allemagne des conditions favorables à l'organisation d'élections réellement libres, les Nations Unies seraient prêtes à contribuer à la sauvegarde de la liberté du vote. Cette idée d'offre de bons offices est reprise du projet de résolution de la Suède (A/AC.53/L.15) dont elle constitue l'un des points essentiels. M. Gundersen recommande l'amendement de sa délégation aux auteurs du projet de résolution des trois Puissances et à tous les membres de la Commission politique spéciale.

14. M. GUACHALLA (Bolivie) passant en revue les éléments essentiels du problème dont la Commission se trouve saisie, se déclare persuadé que les Nations Unies, si elles ont pleinement conscience des obligations qui leur incombent, ne sauraient ignorer l'appel que leur a adressé la République fédérale d'Allemagne afin d'obtenir leur concours en vue de la création de conditions favorables à l'organisation d'élections réellement libres dans toutes les parties de l'Allemagne.

15. Les quatre Puissances chargées de l'administration de l'Allemagne, ainsi que les représentants du peuple allemand, ont reconnu implicitement que le manque d'unité dont souffre l'Allemagne, en matière économique, sociale et politique risque de compromettre le maintien de la paix et de la sécurité internationales, à moins qu'on ne trouve une solution démocratique qui permette de mettre fin à l'état de choses actuel. Aussi toutes les parties intéressées sont-elles d'accord pour juger indispensable de parvenir à l'unification démocratique de l'Allemagne au moyen de l'organisation, sur toute l'étendue du territoire allemand, d'élections au scrutin secret, si l'on veut s'acheminer vers la consolidation de la paix mondiale. C'est précisément là l'une des principales raisons pour lesquelles l'Organisation des Nations Unies a été créée ; aux termes de sa propre Charte, cette Organisation a, en effet, l'obligation de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et d'assurer le règlement pacifique de tout différend qui risque de compromettre le maintien de la sécurité internationale. Elle peut s'acquitter de cette tâche de diverses manières, en choisissant la méthode la plus conforme à chaque situation particulière.

16. A la suite de la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne se trouve sous l'occupation militaire de quatre Puissances ; les questions allemandes sont réglées par les Puissances d'occupation avec, dans une mesure limitée, la participation du peuple allemand. Sous ce régime d'occupation militaire, on ne saurait affirmer que l'Allemagne jouit de sa pleine souveraineté en tant que nation indépendante. En envoyant en Allemagne une commission d'enquête, les Nations Unies ne s'ingéreraient donc nullement dans les affaires d'un État jouissant réellement de sa souveraineté.

17. La controverse qui s'est instituée à propos de la question allemande ne porte pas, en réalité, sur la question de l'ingérence ou de la non-ingérence des Nations Unies dans les affaires intérieures de l'Allemagne ; elle résulte plutôt du désaccord fondamental existant entre les Puissances d'occupation et entre les deux gouvernements provisoires de l'Allemagne au sujet de la préparation d'élections éventuelles. Dans ces conditions, l'enquête à laquelle procéderait une commission impartiale au sujet des conditions

existant dans toutes les parties de l'Allemagne serait très utile aux Puissances d'occupation, dont les efforts en vue d'unifier l'Allemagne au moyen de l'organisation d'élections réellement libres se trouveraient ainsi facilités. La Bolivie est persuadée qu'en dépit des objections qu'elles ont soulevées à ce sujet, les autorités de l'Allemagne orientale apporteraient leur concours à un tel organisme.

18. M. Guachalla ne saurait être d'accord avec le projet de résolution de la Suède ; en effet, en envisageant de renvoyer la question une fois de plus aux quatre Puissances, cette proposition oublie complètement qu'on s'est engagé dans une impasse et que, depuis plus d'une année on ne peut, de ce fait, aboutir à une solution. L'enquête impartiale à laquelle devrait procéder la commission envisagée doit être tenue pour indispensable, pratique et utile. Les constatations que ferait cette commission pourraient fournir aux Puissances d'occupation et aux autorités allemandes des raisons valables de s'efforcer de satisfaire le désir qu'a le peuple allemand de réaliser son unité sur des bases démocratiques.

19. Afin de simplifier la procédure et compte tenu du fait que certains points importants du projet de résolution présenté par la Bolivie, le Brésil, la Colombie, Cuba et l'Uruguay (A/AC.53/L.16) ont été repris dans les amendements présentés, au nom de cinq Puissances, par le représentant de la Norvège, M. Guachalla est autorisé par les quatre autres co-auteurs du projet de résolution commun à annoncer le retrait de ce projet et son remplacement par une série d'amendements (A/AC.53/L.18) au projet de résolution des trois Puissances. M. Guachalla espère qu'après l'adoption de ces amendements et des amendements présentés par le Canada, le Danemark, l'Islande, la Norvège et les Pays-Bas (A/AC.53/L.17), le projet des trois Puissances sera accepté à une très large majorité.

20. M. NOTOWIDIGDO (Indonésie) déclare que sa délégation attache une très grande importance à l'unification démocratique de l'Allemagne, non seulement par respect pour les vœux du peuple allemand, mais aussi parce que la paix internationale et la stabilité économique et politique du monde dépendent de la solution que recevra le problème de l'unité allemande.

21. Les parties directement intéressées à la question allemande ne diffèrent d'opinion que sur les conditions et les méthodes qui peuvent permettre de faire le premier pas vers le rétablissement de l'unité et la conclusion éventuelle d'un traité de paix — c'est-à-dire sur l'organisation d'élections libres dans toute l'Allemagne.

22. Ainsi que le déclare le projet de résolution des trois Puissances, les Nations Unies ont, de toute évidence, la compétence nécessaire pour offrir leurs bons offices. La Charte impose en effet à l'Organisation des Nations Unies l'obligation de veiller au développement de relations amicales entre toutes les Nations, sur la base du respect des principes de l'égalité des droits et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. L'Assemblée est pleinement autorisée à faire des recommandations en vue du règlement pacifique de toute situation, quelles que soient les causes qui l'ont créée, s'il s'agit d'une situation qui risque de compromettre la paix internationale. Or, le sort futur de l'Allemagne pose incontestablement des problèmes qui sont d'une importance capitale pour la paix. La division intérieure de l'Allemagne et le désaccord fondamental qui existe entre les quatre Puissances d'occupation constituent une menace à la paix. L'Allemagne doit devenir un État unifié et démocratique pour qu'il soit possible de donner aux peuples d'Europe un minimum d'assurances contre le danger d'une guerre nouvelle. Les Nations Unies devraient s'efforcer d'accélérer cette évolution. Elles

devraient jouer, dans l'établissement d'une Allemagne unie et libre, un rôle tout aussi décisif que celui qu'elles ont joué récemment dans la création d'une Indonésie unie et libre.

23. Il n'en demeure pas moins que l'efficacité du projet de résolution des trois Puissances peut donner lieu à controverse. Ainsi que le représentant du Royaume-Uni l'a fait observer (15^e séance), les constatations auxquelles aboutirait la commission proposée seraient de peu d'utilité, à moins que cette commission ne soit assurée à l'avance de pouvoir compter sur le concours sans réserve de toutes les parties intéressées. Or, après l'opposition manifestée de la part de l'URSS et des autorités de l'Allemagne orientale, il est évident que la commission ne pourrait pas agir librement dans toutes les parties de l'Allemagne. Ainsi, à supposer même qu'elle soit soutenue par la majorité des membres de la Commission, son activité serait condamnée à l'échec du fait de l'absence d'unanimité entre les parties directement intéressées. En cas d'adoption de la proposition des trois Puissances, on pourrait même aboutir à une nouvelle impasse, et on risquerait de retarder indéfiniment le processus de l'unification allemande.

24. D'autre part, le projet de résolution de la Suède mérite un examen attentif. Les quatre Puissances devraient poursuivre leurs efforts en vue de créer, de concert avec toutes les parties intéressées, des conditions favorables à la préparation des élections. Le peuple allemand serait consulté, conformément à son droit de disposer de lui-même. Les Nations Unies rempliraient l'obligation qui leur incombe de sauvegarder la paix, en offrant des garanties qui permettraient effectivement aux élections d'avoir lieu librement et dans des conditions conformes aux principes démocratiques. Il semble qu'en adoptant le projet de résolution de la Suède, on prendrait une décision qui faciliterait grandement la solution de la question allemande.

25. U MYINT THEIN (Birmanie) explique que sa délégation n'a pas pris part au débat en séance plénière de l'Assemblée et s'est abstenue lors du vote parce qu'elle est convaincue que la situation qui existe en Allemagne est analogue à celle qu'on observait en Corée avant l'ouverture des hostilités. La délégation birmane s'est également abstenue lorsque le projet de résolution du Pakistan (A/AC.53/L.12) qui invitait les représentants des deux zones de l'Allemagne à assister au débat a été mis aux voix, car elle prévoyait que les deux parties donneraient des versions totalement différentes de la situation, ce qui ne faciliterait en rien la solution du problème.

26. La Commission vient d'entendre les deux groupes de représentants, et la situation n'est pas plus claire. Chacune des deux parties a prétendu que l'autre était soumise à un gouvernement tyrannique ; un fait se détache clairement : M. Bolz, représentant de l'Allemagne orientale, s'est dit autorisé à déclarer que le projet de résolution soumis à la Commission équivalait, de l'avis de son gouvernement, à une ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne. De cette déclaration, il semble résulter que l'Allemagne orientale refuserait sa coopération si la commission d'enquête était créée et qu'elle ne la laisserait pas entrer dans la zone orientale.

27. U Myint Thein ne doute pas que les deux groupes de représentants n'aient parlé sincèrement, et il déplore qu'on ait voulu les tourner en dérision, en particulier les Allemands de l'Est. Quelle qu'ait pu être la conduite de l'Allemagne dans le passé, il n'en reste pas moins qu'il faudra finalement lui permettre de reprendre sa place dans la communauté internationale. La condition nécessaire de ce retour, c'est l'unification de l'Allemagne, que toutes les parties semblent souhaiter. Pourtant, la France, les États-

Unis et le Royaume-Uni d'une part, l'URSS, d'autre part, s'accusent mutuellement de ne pas être sincères en affirmant leur désir de voir une Allemagne unifiée. De l'avis du représentant de la Birmanie, il est incontestable que, de même que le démembrement de l'Allemagne a été effectué par ces quatre Puissances, son unification ne sera possible que par l'accord de ces mêmes Puissances. Si l'accord n'intervient pas, l'Organisation des Nations Unies perdra son temps en débats et en résolutions vaines.

28. Comme le représentant des Pays-Bas, le représentant de la Birmanie estime que l'Organisation ne peut rendre qu'un service très limité, qui se réduit, en fait, à la persuasion morale qu'elle pourrait exercer sur les quatre Puissances. U. Myint Thein se demande à quoi aboutirait l'adoption du projet de résolution des trois Puissances. D'abord, il serait difficile de créer une commission dont les membres puissent recevoir immédiatement l'agrément des deux parties et dont les vues soient strictement neutres. Du fait de la dépendance mutuelle des nations, il est devenu extrêmement difficile d'être neutre. Ensuite, si la commission était créée, elle serait probablement bien accueillie en Allemagne occidentale, mais il est hors de doute qu'elle ne serait pas autorisée à pénétrer dans la zone orientale de l'Allemagne. Elle devrait alors se retourner vers l'Organisation des Nations Unies et signaler dans son rapport que l'Allemagne orientale ne lui aurait pas permis de s'acquitter de sa mission. La majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies pourrait être alors tentée d'adopter des mesures correctives que l'Allemagne orientale jugerait inacceptables, et le résultat risquerait d'être une nouvelle affaire de Corée.

29. Le seul fait que les trois Puissances qui ont présenté le projet de résolution ont repris une proposition du chancelier de la République fédérale d'Allemagne suffit à éveiller les soupçons des Allemands de l'Est. Après avoir invoqué la Charte, les auteurs de ce projet donnent une énumération très complète des points sur lesquels la Commission serait appelée à faire enquête. Il est vrai que le projet de résolution contient la réserve suivante : " dans la mesure où ils intéressent l'organisation d'élections libres " ; mais cette clause n'est pas mise en relief. La commission d'enquête aurait le droit de convoquer tous les témoins qu'il lui plairait, y compris, sans doute, le Président, le Premier Ministre de l'Allemagne orientale, ou même le général Tchouïkov. Ses pouvoirs seraient tels que, si ces témoins refusaient de se présenter devant elle, elle pourrait les faire poursuivre pour outrage à la commission.

30. Étant donné l'étendue des pouvoirs de la commission envisagée, il est très probable que l'Allemagne orientale soupçonnerait l'Organisation des Nations Unies de vouloir créer une commission qui aurait pour mission de pénétrer les secrets d'un gouvernement très différent de celui des Puissances qui ont pris l'initiative du projet de résolution. Il est certain que l'Allemagne orientale s'opposerait à toute tentative de ce genre.

31. Pour ces motifs, le représentant de la Birmanie se demande s'il est bien nécessaire de poursuivre le débat sur le projet des trois Puissances. Il ne pense pas que l'adoption de ce texte puisse avoir un effet utile ; c'est pourquoi, à son grand regret, il se voit dans l'impossibilité de l'appuyer.

32. Pour les mêmes raisons, la délégation birmane ne peut appuyer ni le projet de résolution présenté par la Bolivie, le Brésil, la Colombie, Cuba et l'Uruguay, ni les amendements au projet de résolution des trois Puissances contenus dans les documents A/AC.53/L.17 et A/AC.53/L.18.

33. La délégation de la Birmanie pourrait accepter en principe, le projet de résolution de la Suède parce qu'il

laisse l'initiative aux quatre Puissances et aux Allemands eux-mêmes. Elle accueillerait favorablement toute résolution par laquelle les Nations Unies s'efforceraient d'avoir recours à la persuasion morale ou de prêter un appui moral aux quatre Puissances, afin de les aider à surmonter leurs divergences et à se mettre d'accord sur la question de l'unification de l'Allemagne.

34. M. PALAMARTCHOUK (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que, si la question qui fait actuellement l'objet de la discussion figure à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, c'est uniquement par suite de la pression exercée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Il ne faut voir là qu'une nouvelle tentative faite par ces trois Puissances pour se dérober à leurs obligations internationales et pour amener l'Organisation des Nations Unies à intervenir en Allemagne.

35. Ces Puissances ont déjà fait d'autres tentatives analogues, et celles-ci ont abouti inévitablement à des échecs. Après de vains débats au Conseil de sécurité, les trois Puissances ont été forcées, comme M. Vychinsky l'a fait observer à la 341^e séance plénière, d'adopter la seule procédure qui soit légitime et de traiter la question allemande au Conseil des Ministres des affaires étrangères. Or, en dépit des leçons du passé, les trois Puissances ont, une fois de plus, soumis aux Nations Unies une question concernant l'Allemagne ; elles ont ainsi prouvé à nouveau qu'elles entendent soustraire cette question à la compétence des quatre Puissances. De plus, elles ont agi contrairement à la Charte en saisissant l'Organisation des Nations Unies d'une question qui n'est pas de son ressort.

36. L'argument du représentant du Royaume-Uni selon lequel la Charte n'interdit pas aux Nations Unies d'intervenir dans une affaire concernant une Puissance ex-enennemie ne vaut que si l'on fait violence aux termes de l'Article 107. Il ressort clairement de cet article qu'aucune disposition de la Charte n'affecte une action entreprise, comme suite de la guerre, par un gouvernement allié. Ainsi, l'initiative des trois Puissances n'est pas seulement contraire aux engagements qu'elles ont pris, elle constitue en outre une violation de la Charte.

37. Les Puissances occidentales essaient de susciter la confusion en prétendant qu'elles s'efforcent de faciliter l'unification de l'Allemagne. Mais il est facile de montrer les véritables raisons qui inspirent leur projet de résolution. Ces Puissances, ainsi que le représentant du Gouvernement de Bonn, font tout leur possible pour calomnier la République démocratique allemande. Le peuple allemand désire que des élections libres aient lieu dans toute l'Allemagne pour constituer une assemblée nationale allemande ; mais ses aspirations se heurtent à l'action des Puissances occidentales qui s'opposent de toutes leurs forces à la restauration d'un gouvernement allemand unifié. La politique qui tend à la division de l'Allemagne ne peut que faire le jeu des impérialistes américains ; en encourageant la résurrection du militarisme en Allemagne occidentale, elle doit leur permettre de transformer ce pays en une base d'agression contre l'URSS et les démocraties populaires.

38. Le peuple allemand voit de plus en plus clairement que la politique que poursuit le bloc anglo-américain en Allemagne, par l'intermédiaire du Gouvernement de Bonn, ne peut qu'entraîner l'Allemagne dans une nouvelle guerre mondiale.

39. La Chambre populaire de la République démocratique allemande a proposé que des élections à une assemblée nationale allemande aient lieu dans toute l'Allemagne, et cette proposition a été approuvée par la majorité écrasante des Allemands des deux parties du territoire. Les Puissances

occidentales ont riposté à cette manifestation de la volonté du peuple allemand de voir l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est réunies en un seul État démocratique, en redoublant d'efforts pour réarmer l'Allemagne de l'Ouest. A en juger par leurs préparatifs, il ne fait pas de doute que les armées d'Adenauer doivent devenir le noyau de toute l'armée européenne d'agression.

40. Un accord récemment conclu à Paris entre les Puissances occidentales et le Gouvernement d'Adenauer confirme le statut d'occupation de l'Allemagne occidentale et fait de cet État un protectorat américain. C'est uniquement pour camoufler leurs activités agressives et pour détourner l'attention de l'opinion publique allemande que les trois Puissances occidentales ont proposé de créer une commission d'enquête, proposition qui implique d'ailleurs que ces Puissances assimilent l'Allemagne à un territoire sous tutelle. L'histoire de l'Allemagne prouve clairement que ce pays peut avoir un régime parlementaire, et la constitution, depuis la guerre, de la République démocratique allemande révèle que le peuple allemand est capable de se donner des institutions démocratiques.

41. La délégation de la RSS d'Ukraine doit par conséquent s'opposer à l'institution d'une commission telle que celle que préconisent les trois Puissances dans leur projet de résolution. Les raisons que ces trois Puissances mettent en avant sont sans valeur, et leur véritable but ne peut être que de faciliter l'intégration de l'Allemagne occidentale dans le bloc nord-atlantique d'agression.

42. Le peuple ukrainien, qui a durement souffert des exactions allemandes, considère qu'il faut établir en Europe des garanties d'une paix véritable et durable. Aussi le Gouvernement de la RSS d'Ukraine suit-il avec attention l'action de la République démocratique allemande, de même qu'il appuiera l'organisation d'élections libres dans toute l'Allemagne. D'autre part, il estime que de telles élections sont une affaire intérieure du peuple allemand, et il s'oppose à ce qu'elles soient organisées sous le contrôle d'une commission internationale. Il n'approuve pas non plus l'idée d'instituer une commission d'enquête, car cette enquête ne devrait être effectuée que par les Allemands eux-mêmes, sous le contrôle des quatre Puissances occupantes. Les mesures que préconisent les trois Puissances occidentales ne pourraient que retarder l'unification de l'Allemagne, en différant l'organisation d'élections dans toute l'Allemagne. La délégation de la RSS d'Ukraine votera donc contre le projet de résolution des trois Puissances.

43. M. PLAZA (Venezuela) rappelle que sa délégation a déjà fait connaître qu'elle votera pour toute proposition tendant à rétablir l'unité de l'Allemagne. Convaincue que la Commission ne devrait prendre aucune mesure contraire aux dispositions de l'Article 2, paragraphe 7, de la Charte, la délégation du Venezuela a appuyé le projet de résolution du représentant du Pakistan tendant à inviter des représentants de l'Allemagne à faire connaître leurs vues.

44. Les représentants de l'Allemagne occidentale ont indiqué qu'ils approuvaient l'idée d'instituer une commission d'enquête, tandis que les porte-parole de l'Allemagne de l'Est s'y sont déclarés opposés en faisant valoir que la proposition violerait le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Comme il existe une similitude apparente entre ces raisons et celles qu'a exposées la délégation du Venezuela, M. Plaza estime nécessaire d'indiquer les motifs pour lesquels il votera en faveur de la création de la commission envisagée, afin que son attitude ne semble pas illogique.

45. D'abord, on ne peut appliquer le principe de la non-intervention dans le cas d'un État qui a déjà fait l'objet d'une intervention et qui, étant occupé, n'est pas pleinement

souverain. Deuxièmement, la situation actuelle constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales, et, par conséquent, tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont le droit de participer à la recherche d'une solution du problème. Une décision destinée à défendre la paix ne saurait être une violation de la Charte. Troisièmement, puisque les deux groupes de représentants allemands ont fait des déclarations contradictoires, il importe que l'Organisation des Nations Unies recherche elle-même où est la vérité. M. Plaza remarque, incidemment, que les déclarations des représentants de la zone qui a accepté l'idée d'une enquête sont vraisemblablement exactes.

46. Sa délégation estime que l'institution d'une commission ne porterait pas atteinte au principe de non-intervention,

principe qu'elle a défendu chaque fois qu'il était en jeu. Au contraire, cette mesure servirait la cause de la paix et conduirait finalement à l'unification de l'Allemagne.

47. La délégation du Venezuela se réserve de donner son avis sur chacune des propositions soumises, car elle estime que les auteurs des divers projets de résolution pourraient arriver à un accord. Peut-être pourrait-on mettre le projet de résolution présenté par la Suède en harmonie avec les autres textes, de manière à aboutir dans cette question importante à une formule qui puisse être approuvée par la grande majorité de la Commission.

La séance est levée à 13 heures.